

Déclaration de Jean-Louis Jegaden, le 8 avril 2013

Les conseillers généraux communistes sensibles à l'alerte des agents du Département

Les personnels du Conseil Général du Département étaient aujourd'hui en arrêt de travail suite à un appel de l'ensemble des organisations syndicales.

A leur demande, un Comité Technique Paritaire extraordinaire s'est tenu au cours duquel ils ont exprimé leur mécontentement et leur inquiétude concernant notamment la gestion des personnels titulaires et contractuels, des remplacements, ainsi que des modalités de mise en place des contrats d'avenir. Ils ont souligné l'impact des difficultés auxquels ils sont confrontés sur les missions qu'ils effectuent au quotidien.

Cette situation n'est pas faite pour nous surprendre, tant les mesures financières contenues dans le budget 2013 du Département, que nous n'avons pas voté, portaient en elles une politique de rigueur, dont le personnel et les usagers ne peuvent qu'être victimes.

Cela renforce notre demande, plusieurs fois formulée, d'un bilan des effets des mesures contenues dans le plan de consolidation de juin 2011, notamment en matière sociale, et sur l'emploi dans le Département, plan qui apparaît de plus en plus pour ce qu'il est : un plan d'austérité.

Des constats dramatiques sont posés. L'objectif de limiter l'évolution de la masse salariale à 1% n'est déjà pas tenable. Nous ne saurions porter une évolution négative de la masse salariale, si ce choix était fait.

Nous ne pouvons, ni ne voulons nous enfermer dans cette logique de recherche permanente de réduction des budgets de la collectivité, qu'elles se fassent en direction des personnels ou des services de proximité, comme c'est le cas pour les Centres Médico-Sociaux.

Il n'y a pas de solution en dehors de la recherche de moyens financiers nouveaux permettant aux départements de répondre à leurs missions.

Nous continuons de réclamer le remboursement de la dette de l'Etat concernant l'APA, le RSA, la PCH, alors même que ces dépenses ont explosé entre 2004 et 2012.

Aujourd'hui le gouvernement prend le chemin inverse en décidant de réduire de 4,5 milliards d'euros le budget des collectivités d'ici à 2015.

Or, 20 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux patrons des grandes entreprises ont été décidés à l'automne. Et 40 à 50 milliards d'euros* de fraude fiscale manquent au budget de l'Etat et de la Sécurité Sociale.

Qui a dit qu'il n'y avait pas d'argent ?

Jean-Louis JEGADEN, président du groupe des conseillers généraux communistes et républicains, membre du Comité Technique Paritaire

*selon rapport de la commission d'enquête parlementaire sur le sujet